

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Numéro 66

Mercredi 22 septembre 1976

Prix : 1 F

EDITORIAL

Contre l'imprévoyance, contre leur transformation en "assistés", les travailleurs doivent organiser leur sécurité et leur vie dans la Basse-Terre

Il y a maintenant plus d'un mois que durent l'attente et l'incertitude sur l'évolution des manifestations volcaniques. Attente et incertitude qui influent sur les conditions de vie et sur le moral des populations évacuées de la zone menacée par le volcan.

Des milliers de travailleurs, de femmes, d'enfants sont logés dans des conditions plus que précaires dans des écoles. Aujourd'hui leur situation est encore compliquée par la rentrée scolaire. Des problèmes de tous ordres assaillent donc les « réfugiés ». Problèmes de travail, d'habitat, de scolarisation de leurs enfants, mais aussi problème moral. Les réfugiés supportent de plus en plus difficilement de vivre en assistés dans ces centres d'hébergement loin de leur milieu habituel et dans un inconfort total de surcroît.

L'administration coloniale n'offre que le choix de rester dans une situation de moins en moins tolérable dans les centres d'accueil ou hypocritement le retour d'une manière non organisée dans la zone dangereuse. Elle appelle elle-même cette politique celle de la « responsabilité partagée ». En clair cela signifie que si les gens en ont assez des conditions de vie dans les centres d'accueil, de leur situation de réfugiés assistés, ils doivent prendre la responsabilité d'encourir les dangers d'une explosion toujours possible du volcan.

Tous les scientifiques à quelque école qu'ils appartiennent sont d'accord sur le fait qu'il est impossible de dire quand et si une phase cataclysmale de l'éruption aura lieu. La situation actuelle d'incertitude et de menaces peut aussi bien aboutir à un calme complet ou à une phase plus brutale dans quelques semaines ou se prolonger de la même manière pendant des mois avant toute atténuation ou paroxysme éventuels.

C'est dire qu'au fil des jours une partie de plus en plus grande des réfugiés risque de se lasser de la situation présente et va rentrer chez elle.

En pareil cas, ces populations non organisées pour parer au danger peuvent alors d'une manière presque certaine être victimes de toute aggravation des manifestations du volcan.

Face à cette situation et aux conséquences qu'elle peut entraîner il y a une autre politique possible. Politique qu'à aucun moment la préfecture n'a envisagée. Il s'agit de l'organisation de la population qui vit ou veut vivre dans la zone menacée, afin qu'elle soit à même de réagir avec calme et efficacité en face des manifestations de la Soufrière, sans avoir à abandonner toute la région pour plusieurs mois. Cela, la préfecture refuse de l'envisager parce qu'elle craint toute participation de la population à l'organisation de sa propre sécurité. La préfecture préfère transformer 70.000 personnes en assistés complètement dépendants de ses quatre volontés.

Lors des événements de juillet-août, la préfecture avait le choix entre les thèses de Brousse et celles de Tazieff. L'un parlant de catastrophe imminente, et l'autre d'un danger que l'on pouvait mesurer et face auquel on pouvait réagir d'une façon graduelle. La préfecture a préféré suivre Brousse parce que cette thèse l'arrangeait et lui permettait de choisir la solution qui la mettait à l'abri de toute participation de la population à sa propre sécurité.

Si la situation d'incertitude doit encore durer, le nombre de ceux qui rentreront dans la zone menacée va augmenter et cela sans qu'ils soient en mesure de réagir efficacement en cas de paroxysme, et pis sans qu'ils y croient et répondent aux injonctions qui leur seront données de quitter la région. Après une période de confiance excessive en l'administration, il risque de suivre une période de méfiance et même d'incrédulité totale en les autorités et les scientifiques. Cela ne pourra aboutir qu'à une catastrophe.

Face à cette évolution de la situation, nous croyons que les travailleurs doivent aussi bien dans leurs entreprises, sur leur lieu d'habitation que dans les centres d'hébergement poser ce problème de l'organisation d'un plan destiné à assurer la sécurité des populations qui reviennent déjà vivre dans la zone interdite. Ils doivent dès maintenant mettre en application un tel plan dans le détail.

LA RENTRÉE SCOLAIRE : En Martinique, des dizaines de maîtres-auxiliaires au chômage

La rentrée scolaire en Martinique a été caractérisée cette année comme les autres par l'impréparation et l'incurie de l'administration coloniale.

C'est ainsi que le 13 septembre, jour officiel de la rentrée, de nombreux maîtres-auxiliaires n'avaient pas encore reçu d'affectation et ont appris leur nomination en venant dans l'établissement où ils se trouvaient l'an dernier. Les services de l'Inspection Académique avaient en effet été incapables de prévoir le nombre de maîtres-auxiliaires nécessaires pour effectuer la rentrée.

Les enseignants du CET du Lamentin se sont déclarés dans l'impossibilité de commencer à travailler le 13 septembre. En effet, aux nombreux problèmes qui se posent dans ce CET (matériel non adapté, exigences pédagogiques non respectées) s'ajoute le fait qu'il manque du personnel.

Un problème grave reste, celui de l'auxiliariat. Au lieu d'assurer à ces centaines d'enseignants la formation nécessaire pour pouvoir les titulariser, le gouvernement colonialiste préfère faire venir de France des centaines d'enseignants.

Or il y a sur place suffisamment d'enseignants pour répondre aux besoins du secondaire.

Par contre dans d'autres domaines où il faudrait assurer la formation universitaire, on mène une politique mesquine. L'Université Antilles-Guyanne fonctionne au rabais sans l'encadrement qui serait nécessaire.

Les maîtres-auxiliaires des Antilles réclament que l'enseignement secondaire leur soit confié avant de faire appel à l'extérieur. Ils ont raison. Mais cette revendication il faudra l'imposer au gouvernement colonialiste.

LA RENTRÉE SCOLAIRE EN GUADELOUPE

(Lire nos articles page 3)

La Soufrière

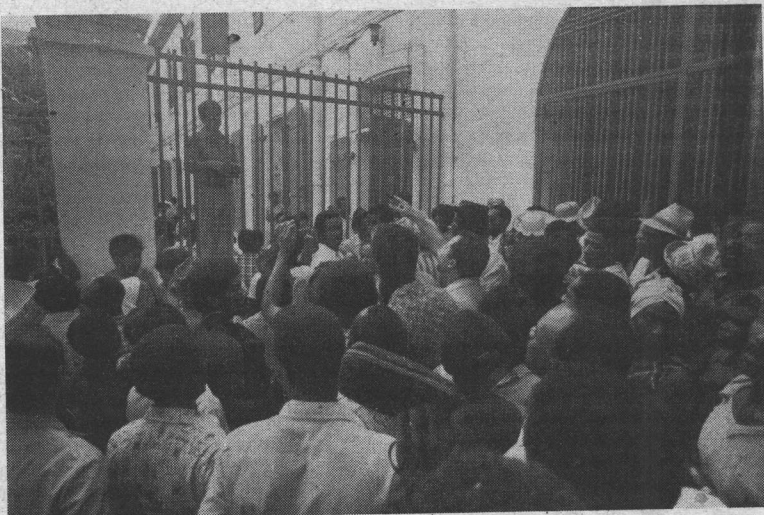
Les mesures gouvernementales... des promesses fallacieuses

A raison de une à deux conférences de presse par semaine, auxquelles s'ajoutent des communiqués spéciaux, le préfet Auroousseau n'en finit pas d'annoncer des mesures permettant de faire face à la situation créée par l'activité de la Soufrière. Devant la presse, il manie avec une habileté certaine le montant des crédits débloqués par le gouvernement, les présentant certaines fois en francs nouveaux d'autres en anciens francs. Tantôt ces crédits sont attribués à l'aide aux municipalités accueillantes, tantôt à la construction de logements par exemple.

Mais au-delà des flots de paroles qui se veulent rassurantes et convaincantes, les mesures réelles concernant la vie des réfugiés, actuellement dans les centres d'hébergement et celles qui devraient leur permettre de retrouver une activité normale, sont dérisoires.

Au lendemain de l'évacuation, la construction de 4.000 logements a été annoncée pour les 50.000 réfugiés logés chez l'habitant ou dans les centres :

— 3.000 HLM (or la durée de construction des programmes HLM est d'un minimum de 18 mois) ;



— 1.000 constructions à loyer réduit dont seulement 500 promises pour la fin de l'année 1976.

Pour les prochains mois, jusqu'à présent, rien de sérieux

n'est prévu pour les 50.000 évacués de Basse-Terre, alors que les scientifiques et la préfecture

Suite page 2

La Soufrière : le bluff méprisant des autorités coloniales

Les mesures gouvernementales... des promesses fallacieuses

Suite de la page 1

sont unanimes pour déclarer que l'activité dangereuse de la Soufrière peut se poursuivre durant plusieurs mois.

Aux petits cultivateurs, le préfet avait promis la répartition de 300 hectares de terre, pour leur permettre de reprendre au plus vite leurs cultures maraîchères. Or, jusqu'à présent, pas un lopin de terre n'a été attribué.

Les conditions de la rentrée scolaire sont restées, jusqu'au dernier moment, le grand point d'interrogation, et le très bavard Arousseau évitait de donner des précisions à ce sujet. Ce n'est que le samedi 11 septembre qu'il annonça la venue de 300 tentes de type canadiennes, et pour plus

tard, l'acheminement d'un parc de classes légères pour abriter certains CES et CEG. Ces tentes, montées en catastrophe sur des terrains boueux sont très petites et ne permettent pas de mettre plus de 14 pupitres.

Voilà la réalité qui se cache derrière les mesures et les promesses lénifiantes du gouvernement.

Le gouvernement français se soucie fort peu des conditions de vie des travailleurs. Il se contente de bluffer pour préserver son image de marque politique. C'est tout le sens des nombreuses interventions du préfet Arousseau le mois dernier.

Dans la banane

Les travailleurs n'ont pas à payer la note de la Soufrière

COMME dans tous les autres secteurs, dans la banane, les gros propriétaires cherchent à profiter de la situation créée par la Soufrière pour régler sur le dos des travailleurs un certain nombre de leurs problèmes. Certains licencient, d'autres augmentent les tâches ou conservent plus longtemps dans leur caisse l'argent des travailleurs.

C'est ainsi que Max Martin après s'être opposé aux dockers a licencié plusieurs travailleurs dont une employée et des surveillants sous le prétexte de fautes professionnelles. D'autre part il continue à payer toujours avec une semaine ou plus de retard. Quant aux congés payés sous prétexte de ne pas avoir d'argent il les a payés avec un mois de retard. Chez Deravin, l'inspecteur central Guild, les larmes aux yeux, a demandé aux travailleurs d'accepter une augmentation des tâches pour aider l'entreprise dans les « moments difficiles » qu'elle traverse. Certains travailleurs ont accédé à sa demande.

Dans l'ensemble, les propriétaires n'accordent guère que deux à trois jours de travail par semaine, ce qui fait des salaires plus que misérables alors que précisément la situation entraîne des dépenses importantes pour les travailleurs. Par exemple, pour arriver sur les plantations, ceux qui habitent les zones non menacées doivent pour certains sortir de Saint-François ou de Sainte-Anne. Au début les propriétaires se sont chargés du transport. Maintenant ce n'est plus le cas.

C'est dire que plus que jamais, les travailleurs de la banane doivent se tenir mobilisés. Cela d'autant plus qu'il y a la question de l'indemnisation des journées de travail perdues. Pour les gros propriétaires cela se fera certainement sans problèmes. En ce qui concerne les travailleurs, seule leur lutte leur permettra d'arracher l'indemnisation des journées perdues, et surtout d'empêcher une aggravation des conditions de travail. Certains travailleurs l'ont compris, et ont commencé à s'organiser.

ECHOS DES CAMPS

Une exaspération grandissante

Tous les problèmes causés aux réfugiés et en particulier celui du travail ne font qu'aggraver la nervosité de ceux-ci. Les conséquences sont souvent dramatiques. On peut citer en exemple cette bagarre qui a éclaté dans un centre à Gosier et qui s'est soldée par un blessé grave.

Où en est l'organisation des réfugiés ?

Il est important que les réfugiés s'organisent. Il est important que dans chaque centre ils élisent un comité chargé d'organiser la vie du centre. Dans certains centres ce type d'organisation existe déjà et doit constituer un exemple pour tous les réfugiés. En effet, les réfugiés doivent prendre eux-mêmes en main leurs affaires. Ils doivent eux-mêmes assurer la sécurité, l'hygiène dans le centre, organiser l'animation...

La création de ce comité qui prendra en charge la défense des intérêts des réfugiés est une

condition indispensable pour rendre un tant soit peu supportable la vie dans les centres et permettre aux réfugiés de se préparer à d'autres luttes.

C'est aussi en partant de là qu'ils pourront organiser un véritable plan de sécurité pour ceux d'entre eux qui voudraient repartir dans la zone dangereuse.

Les tentes de l'armée

Les fameuses tentes que nous avait promises le préfet ont été installées dans certaines régions d'accueil Bouillante, Pointe-Noire, Petit-Bourg... Et encore une fois, on ne peut que constater le mépris de l'administration vis-à-vis de la population.

Il fait une chaleur épouvantable sous ces tentes, de plus celles-ci ont été installées sur des terrains boueux et quand il pleut cela devient vraiment invivable.

Dans les centres d'hébergement, la tension monte

Cela fait plus d'un mois que les réfugiés de la région de Bas-

se-Terre sont dans des centres d'hébergement. Leur situation reste précaire et la rentrée scolaire, en faisant planer sur leur tête une menace d'expulsion, ne fait qu'augmenter leur inquiétude ; par ailleurs, rien ne permet en ce moment d'espérer une amélioration prochaine en ce qui concerne la situation du volcan.

Les réfugiés et la rentrée scolaire

Peu de temps avant la rentrée scolaire, on parlait de l'existence d'un télégramme émanant du ministère de l'Education nationale, celle-ci exigeant la libération des écoles pour permettre la rentrée scolaire. En même temps, dans certaines écoles, l'administration, par l'intermédiaire de certains chefs de centre multipliait les manœuvres pour obliger les réfugiés à quitter les lieux. C'est ainsi que ces chefs ont essayé de libérer certaines classes et par conséquent d'entasser encore davantage les réfugiés. Mais ces responsables de centre se heurtèrent à l'hostilité des réfugiés et durent faire machine arrière.

Les réfugiés ne sont donc pas prêts à faire les frais de l'imprévoyance de l'administration.

Martinique :

AU ROBERT :

PAS D'EAU POUR LES PAUVRES !

Nous sommes en pleine saison des pluies, il n'y a pas de sécheresse à invoquer comme prétexte, et pourtant au Robert, l'eau n'est distribuée dans les bornes-fontaines que 4 heures par jour.

Il faut savoir pour comprendre ce mystère que les bornes-fontaines ne desservent que les quartiers les plus pauvres du bourg, quartiers où la municipalité refuse par ailleurs d'installer l'eau courante et que le maire UDR Stéphanie se soucie d'eux comme d'une guigne. Il faut dire que ce n'est pas là qu'il recrute ses électeurs les plus fidèles.

C'est donc par mépris des pauvres que Stéphanie prive d'eau les quartiers de Trou-Terre et du Lavoir alors qu'au centre du bourg, ce problème-là n'existe pas. Cependant, il y a un moyen pour que l'eau coule en permanence au Robert : que la population aille en masse chez le maire pour exiger le rétablissement de l'eau dans les bornes-fontaines.



AU ROBERT :

STEPHANIE CONTRE LA JEUNESSE !

A l'occasion de la fête du Robert, l'association de jeunes « l'Alcyon » avait organisé une quinzaine culturelle. Le maire de la commune, l'UDR Stéphanie, refusa de prêter à cette association le matériel de sonorisation municipal sous prétexte qu'elle n'avait pas participé au défilé de la fête. La véritable raison de ce

refus c'est que l'association avait choisi comme thème de l'une de ses conférences « l'avenir politique de la Martinique ».

Ceci n'avait pas eu l'heur de plaire à ces réactionnaires qui ne savent quoi inventer pour empêcher que la jeunesse se rassemble pour discuter des questions qui la concernent.

UNE RENTRÉE SCOLAIRE DANS LA PAGAILLE (Guadeloupe)

L'imprévoyance d'une administration anarchique

LA rentrée scolaire a été maintenue le 15 septembre par les autorités en dépit de toutes les difficultés créées par les menaces d'éruption de la Soufrière. Vice-recteur et recteur s'étaient succédé à la radio pour dire que tout se passerait normalement. La réalité est tout autre. Au lieu d'une rentrée scolaire, c'est à une véritable pagaille que l'on a assisté le 15 septembre, dans tous les établissements : les emplois du temps n'étaient pas faits, ce qui n'empêcha pas l'administration de convoquer tout de même les élèves. Certains élèves ne savaient toujours pas à quel établissement ils étaient inscrits, des professeurs et des instituteurs, où ils étaient affectés. D'autres se retrouvaient dans plusieurs établissements à la fois. Enfin dans de nombreuses communes où les réfugiés occupaient les écoles, aucun local n'avait été prévu

pour accueillir les élèves.

Pourtant tout cela était prévisible d'autant qu'aucune mesure sérieuse n'avait été prise ni pour reloger les réfugiés ni pour accueillir le surplus d'élèves venant des communes évacuées. Bien sûr, le préfet Aurousseau et le ministre Stirn n'avaient pas été avertis de promesses : 3.000 maisons (structure — d'accueil) seraient construites, 1.000 logements HLM livrés en fin janvier-début février, sans compter toutes les classes légères qui, montées rapidement, allaient permettre une rentrée scolaire des plus normales. Mais au moment où s'effectue la rentrée, aucun élève, aucun parent, aucun enseignant, n'a vu trace de toutes ces constructions.

Le préfet et le ministre ont effrontément menti et trompé toute la population. Déjà le mécontentement est grand chez les parents et les maîtres. Ceux-ci re-

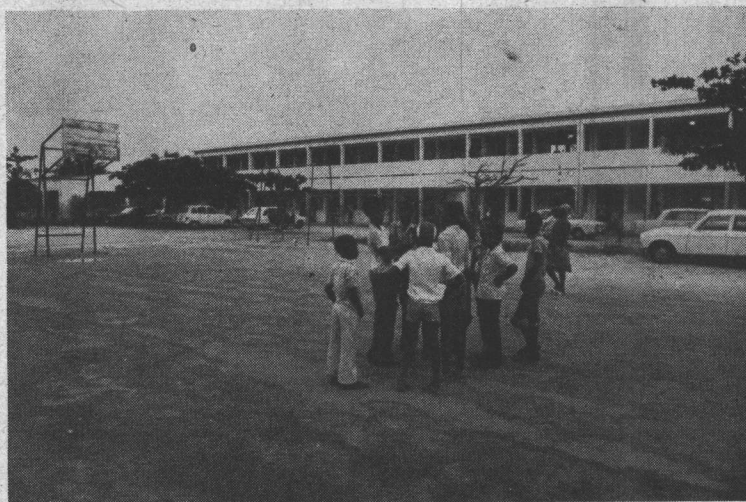
fusent de faire classe sous les tentes pour la plupart trop petites et installées un peu n'importe où, parfois même dans la boue. Les différents syndicats enseignants eux aussi sont unanimes pour dire non à une pareille rentrée.

Au moment où nous écrivons, rien n'a été proposé par les pouvoirs publics qui puisse régler l'ensemble des problèmes qui se posent dans ce domaine. La radio a annoncé l'arrivée pour le 12 octobre de 180 classes préfabriquées. Mais d'ores et déjà tout le monde sait que c'est nettement insuffisant pour scolariser notamment les quelque 7.680 élèves des CEG actuellement occupés et les 14.000 élèves du primaire.

En réalité, les pouvoirs publics pensent faire la rentrée scolaire sans dépenser un sou supplémentaire comme si rien ne s'était passé. Ils comptent sur l'abnégation

des enseignants en particulier, pour que tout se passe sans problèmes. Les élèves, les parents et les enseignants sauront par leurs actions communes, con-

traindre les pouvoirs publics à prendre toutes les mesures qui s'imposent et, pour scolariser tous les enfants, et pour reloger tous les réfugiés.



Enseignants : agir contre le chômage

CENT-DIX chômeurs parmi les maîtres auxiliaires. Voilà le chiffre qui tombait brut après la première réunion du groupe de travail chargé de l'affectation de cette catégorie de personnel. Aussitôt le syndicat le plus concerné, le SNES, parce que syndiquant en grande partie les maîtres auxiliaires, déposait un préavis de grève non limitée à compter du 16 septembre. Devant cette menace, l'administration reculait et acceptait de remettre au mouvement cent-vingt-cinq postes supplémentaires provisoires. Ainsi donc tous les mai-

tres auxiliaires qui travaillaient l'an dernier travailleront cette année. Cependant, si les maîtres auxiliaires, grâce à la vigilance de leurs syndicats, ont été mis à l'abri du chômage, il reste que cent cinquante-sept instituteurs remplaçants sont à la date d'aujourd'hui sans emploi, il reste aussi que plus de cinq cents instituteurs remplissant toutes les conditions de stagiarisation ne le sont toujours pas.

Pour l'instant, cela ne semble guère préoccuper le SNI qui syndique cette catégorie de personnel.

La direction de ce syndicat est passive à un point tel que les remplaçants et les instituteurs non encore stagiarisés auraient tout intérêt à s'occuper eux-mêmes de leur propre sort en rassemblant notamment tous les intéressés en un comité de défense de l'emploi. Si les remplaçants, les diplômés de l'enseignement supérieur et les jeunes sans emploi savent se regrouper et se mobiliser ils peuvent être à l'origine d'un vaste mouvement contre le chômage qui sévit actuellement en Guadeloupe.

Kissinger en Afrique du Sud

C'EST actuellement vers l'Afrique australe, nouveau point chaud du globe, que la diplomatie impérialiste dépêche son agent international Henry Kissinger. Après sa rencontre avec Vorster, Premier ministre sud-africain à Zurich, ce dernier a entrepris une nouvelle navette dans les pays du sud de l'Afrique, ne ménageant pas ses efforts pour rencontrer chefs d'Etats blancs et noirs de cette région.

Il s'agit pour l'impérialisme américain, de sauvegarder, sans trop de casse, les intérêts impérialistes dans cette partie du monde en ébullition.

En effet, non seulement, depuis quelques mois les émeutes noires d'Afrique du Sud témoignent d'un immense mouvement de masse contre le régime raciste de Pretoria, mais en Rhodésie et en Namibie (sud-ouest africain, colonie d'Afrique du Sud) dirigées par des minorités blanches et racistes, la guérilla s'intensifie contre ces régimes.

Cela menace d'être préjudiciable au bon fonctionnement de l'industrie et de l'extraction minière dans cette région où les intérêts impérialistes sont grands. Par ailleurs, l'impérialisme américain a quelques raisons de craindre que l'URSS ne profite de l'occasion pour étendre son influence dans cette région du monde.

Pour cette raison, le gouvernement américain presse Vorster à lâcher du lest vis-à-vis des Noirs en lutte dans les ghettos, d'accélérer le processus d'indépendance de la Namibie, de reconnaître le SWAPO, mouvement le plus radical de ce pays, seule organisation nationaliste du sud-ouest africain reconnue par l'ONU et l'OUA, d'inviter le Blanc rhodésien, Ian Smith, à laisser la place aux Noirs en indemnisant la minorité blanche.

En fait, l'impérialisme est prêt à lâcher les régimes racistes minoritaires, au moins en Rhodésie et en Namibie. Il peut ainsi mettre en place dès maintenant des équipes politiques noires choisies par lui qui ne tenteront pas de chercher ailleurs et notamment auprès de l'URSS le soutien dont elles ont besoin.

Il s'agit d'éviter que l'explosion de colère déclenchée dans les townships d'Afrique du Sud ne gagne les populations de cette région et que s'imposent des mouvements nationalistes radicaux, qui comme le MPLA en Angola risqueraient d'échapper au contrôle des USA.

Ford et Kissinger ont tiré les leçons de l'Angola et avant qu'il ne soit trop tard, il leur faut disputer à l'URSS un éventuel leadership dans cette région du monde. C'est là le sens de l'offensive diplomatique américaine en Afrique australe.

La lutte des Noirs se poursuit !

EN Afrique du Sud, grèves et manifestations se poursuivent contre le régime raciste de Vorster. Depuis juin, la répression sanglante des tenants du « pouvoir blanc » a fait 330 morts et plusieurs milliers de blessés parmi les Noirs et les Métis, et plus de 2.000 personnes ont été arrêtées.

En réprimant sauvagement les lycéens de Soweto en juin, le régime raciste pensait sans doute couper court à toute velléité de protestation de la part des Noirs, et cela pour un temps assez long. C'est au contraire au début d'une révolte longtemps contenue que l'on assiste, dans ce pays où 4 millions de Blancs prétendent maintenir 18 millions de Noirs, Métis et Indiens dans une situation proche de l'esclavage.

En effet, depuis le 22 juin, les manifestations se sont étendues aux quartiers des principales villes d'Afrique du Sud. Parties du milieu lycéen et étudiant, pour protester contre l'obligation pour les Noirs d'étudier la langue « afrikaans » des colons blancs, elles ont pris tout de suite un caractère de révolte contre l'ensemble du système. Les lycéens ont obtenu immédiatement le soutien des travailleurs, ce qui montre que la colère de ceux-ci ne demandait qu'à s'exprimer.

Du 23 au 25 août, trois jours de grève suivie à plus de 80 % par les ouvriers et les employés des transports ont montré la détermination des travailleurs. La répression qui a suivi est loin d'avoir mis fin à leur colère.

Le « pouvoir blanc » a encore vu se lézarder l'édifice de son système avec l'entrée massive en scène, depuis août, des Métis de la région du Cap. En effet, le régime d'« apartheid » (prétendu développement séparé) met à part les 2 millions et demi de Métis, et leur accorde certains droits très limités, espérant qu'ainsi, ils ne se sentiront pas solidaires des masses noires. Les manifestations de la région du Cap, au nom du Black Power, montrent que cette manœuvre n'a trompé que les dirigeants de Pretoria eux-mêmes. Il est vrai qu'ils se sont vite repris, et de sanglante manière, en faisant là aussi plusieurs dizaines de victimes.

Mais les manifestations n'en continuent pas moins : le 13 septembre, une grève de 3 jours a paralysé de nouveau Johannesburg.

Compte tenu du manque actuel d'organisation, on ne saurait dire que la majorité africaine est sur le point de renverser le régime

raciste de Vorster en Afrique du Sud. Mais un processus irréversible est engagé, que ne sauraient arrêter les répressions, aussi sanglantes soient-elles.

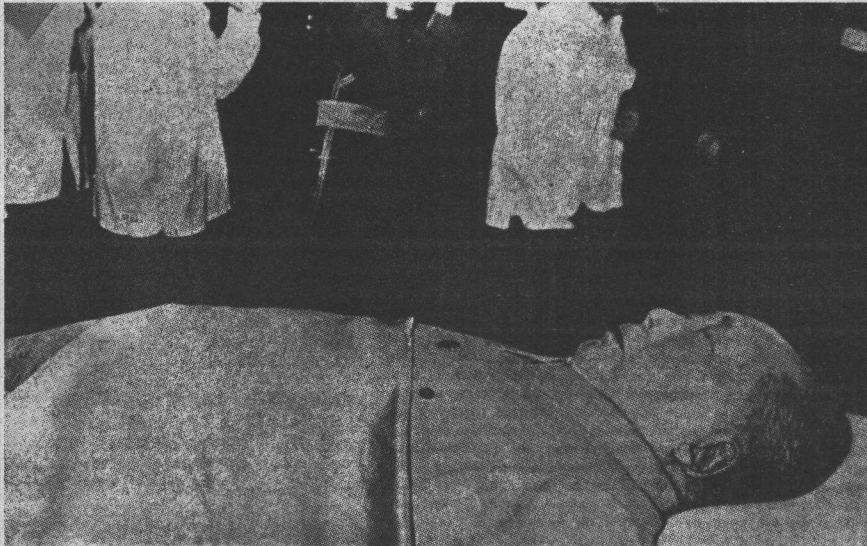
La lutte actuellement engagée se mène sous le signe du nationalisme.

Pour le prolétariat noir, il reste un long chemin à parcourir, s'il veut que la destruction de l'apartheid aboutisse à une transformation radicale de la société. Il lui faudra forger son propre parti révolutionnaire, qui lui permettra d'entraîner à sa suite l'ensemble des masses noires opprimées. Mais son intérêt est aussi de tenter de gagner à la cause du socialisme les prolétaires blancs. Car ceux-ci, même s'ils font effectivement partie des privilégiés, et doivent leurs hauts salaires à la surexploitation des Noirs, n'en demeurent pas moins exploités dans le cadre du système capitaliste et ont, eux aussi, intérêt à changer cette société où former un couple mixte est passible de prison.

Malgré sa profondeur et son caractère radical, la lutte actuelle ne débouchera pas de façon automatique à la prise de conscience de la classe ouvrière, sud-africaine. Mais l'apartheid, lui, a vécu, et il disparaît dans la révolte.

MORT DE MAO :

Portée et limites du nationalisme radical



LE plus prestigieux des dirigeants nationalistes de notre époque vient de disparaître en la personne de Mao Tsé-toung. Durant vingt-sept années, il avait assumé la direction de l'Etat chinois. Un Etat que Mao et ses partisans ont recréé de toutes pièces, au fur et à mesure de leurs succès militaires, en lui donnant pour assise leur propre armée, l'armée de libération, formée d'une base paysanne encadrée par des éléments de la petite-bourgeoisie citadine. Et ce fut là en fait la grande œuvre de Mao : faire naître cette armée, lier étroitement la petite-bourgeoisie des villes et celle

des campagnes ainsi que les paysans sans terre, souder idéologiquement ces éléments disparates pour forger un instrument de combat sans précédent dans l'histoire de la Chine.

Armée remarquable sur le plan moral, d'une part, puisqu'il s'agissait de troupes liées aux paysans les plus pauvres et les défendant contre une oppression féodale millénaire, et également sur le plan militaire, dans la mesure où, depuis 1927, année de l'écrasement par Tchang Kaï-chek de l'insurrection ouvrière de Changhai, jusqu'en 1949, année de la défaite définitive des forces de Tchang, soutenues par l'impérialisme américain, les armées de Mao menèrent des luttes incessantes tantôt contre les troupes de Tchang, tantôt contre les envahisseurs japonais.

Avec l'écroulement du régime de Tchang Kaï-chek ce fut la fin pour la Chine de bien des maux qui en faisaient un bastion du moyen-âge en plein vingtième siècle.

C'était en effet la fin du règne des fonctionnaires corrompus, la fin des exactions des seigneurs de guerre et des satrapes locaux, la réunification d'un immense pays morcelé et pillé par les impérialismes rivaux, Angleterre, Etats-Unis, France, Allema-

gne. C'était aussi, avec la réforme agraire, la fin du spectre de la famine pour des dizaines de millions de paysans sans terre. C'était enfin, l'espoir pour des centaines de millions de femmes chinoises de voir s'achever l'esclavage, l'oppression et l'exploitation éhontés auxquels elles étaient livrées depuis la nuit des temps.

Tel fut le rôle historique de Mao et de ses compagnons : tirer du féodalisme un pays de plus de six cent millions d'êtres humains et l'amener sur la voie du monde moderne.

A elles seules la réunification du pays et la défaite infligée par l'armée populaire de libération à Tchang, ce fantôme des Etats-Unis, constituent un acquis et un enseignement non seulement pour chaque citoyen chinois, mais aussi pour tous les peuples opprimés du monde.

Ce nettoyage radical du passé féodal, cette capacité de tenir tête à l'impérialisme, est un des visages du régime de Mao. Mais il en est un autre.

Le régime de Mao c'est aussi celui où la classe ouvrière n'a pas la liberté de s'exprimer, de s'organiser en tant que telle. C'est encore celui qui, depuis quelques années, apparaît sur la scène internationale comme l'allié de fait des Etats-Unis contre l'URSS. C'est encore celui qui a soutenu des régimes parmi les plus réactionnaires contre leurs propres peuples comme au Pakistan, comme au Soudan ; ou a épousé la cause des organisations nationalistes angolaises les plus favorables à l'impérialisme.

Ces deux visages apparemment contradictoires, illustrent les limites du radicalisme de Mao. Il était un nationaliste radical, en effet, mais il n'était pas un communiste.

Il luttait pour l'émancipation de son pays de l'oppression im-

périaliste et pour consolider l'Etat national chinois. Mais il ne luttait pas pour l'émancipation de tous les exploités, de tous les opprimés. Lorsque les intérêts de l'Etat national chinois le dictaient, il était prêt à aller à l'encontre des intérêts des exploités.

Mao était un des derniers grands représentants de cette succession de révolutionnaires nationalistes bourgeois, dont les premiers s'appelaient Cromwell ou Robespierre, mais il n'était pas un représentant du prolétariat moderne, cherchant à s'émanciper et à émanciper la société humaine à l'échelle du monde.

Malgré toutes les déclarations radicales des dirigeants chinois, malgré toutes les phrases sur le « socialisme » ou sur le « prolétariat », la classe ouvrière ne possède aucun pouvoir en Chine, et le seul rôle qui lui soit assigné par le régime, c'est celui de produire chaque jour davantage dans un effort titanique pour tenter de rattraper ne fut-ce que partiellement le retard sur les pays hautement industrialisés.

Une tentative aussi démesurée que vaine car il ne sera jamais possible à aucun pays sous-développé de se hisser au niveau des puissances les plus riches tout en restant dans le cadre du système capitaliste qui survit précisément des inégalités entre pays riches et pays pauvres.

Ce sous-développement de la Chine connu de bien d'autres pays ne pourra disparaître qu'avec l'ensemble du système impérialiste. Et la voie qui conduit à cela passe non pas par un régime du type maoïste mais par l'intervention politique et la prise du pouvoir par le prolétariat. En Chine, comme dans d'autres pays qui se sont libérés de l'emprise directe de l'impérialisme, il reste une autre révolution à faire : la révolution prolétarienne.

FRANCE : le plan de lutte contre l'inflation

Le gouvernement cherche à démobiliser les travailleurs

A l'heure où ces lignes sont écrites, le plan Barre n'a pas encore été rendu public. Le gouvernement a cependant annoncé la couleur : il s'agit d'un plan d'austérité, autrement dit, il s'agit de se serrer la ceinture, de restreindre la consommation des familles. Mais qui est censé faire les frais de cette politique d'austérité ? Et au profit de qui ? Depuis son entrée en fonction, le gouvernement cherche à brouiller les cartes sur ces questions. D'une part, en prétendant que si on demande un effort, c'est pour venir en aide aux paysans victimes de la sécheresse, voire — mais oui — aux sinistrés de la Soufrière. D'autre part, on amuse l'opinion publique autour des mesures limitées telles que l'augmentation modulée de l'impôt sur le revenu, l'aug-

mentation voire le doublement de la vignette automobile ne frappant que certaines catégories de la population.

Ainsi, le gouvernement tente de dresser l'une contre l'autre différentes catégories ou fraction de la population, les ouvriers contre les paysans de façon à empêcher les uns et les autres de s'unir contre leur ennemi véritable et commun : les capitalistes et leur gouvernement lui-même. Dans le même temps, il cherche à démobiliser une partie des classes laborieuses en annonçant que le plan Barre vise seulement les titulaires de gros revenus et non les pauvres, de même les propriétaires des grosses cylindrées et non les petites voitures. C'est une grossière mystification pour tenter de faire croire qu'une partie des classes la-

borieuses, la partie la plus démunie est à l'abri de la politique d'austérité. Mais quelles que soient les mesures, précises annoncées par Barre, la politique d'austérité frappe l'ensemble des classes exploitées.

Ce plan est élaboré et va s'appliquer sur un fond de crise économique où leur pouvoir d'achat diminue sans cesse, où le chômage frappe plus d'un million de travailleurs. L'Etat ne peut rien contre la crise, contre l'inflation. Ses multiples plans successifs ne visent pas à vaincre l'une ou l'autre. Il vise simplement à permettre aux capitalistes français de mieux résister à la concurrence, à les aider à traverser la crise sans y laisser trop de plumes. Mais aider les capitalistes nécessite de l'argent. Alors le gouvernement cherche à prendre cet

argent dans la poche des travailleurs, et plus généralement dans celle des exploités.

Le plan précédent, celui de Giscard en septembre 1975 consistait à verser sans faire de façon 25 milliards aux capitalistes prétendument pour que ces derniers créent des emplois nou-

veaux. Ces emplois n'ont pas été créés mais l'argent a été empoché. Une fois de plus, dans cette crise, seuls les patrons pourront limiter les dégâts. Les travailleurs, ceux que l'on présente aujourd'hui comme étant à l'abri des mesures d'austérité seront les plus durement touchés.

Les polynésiens veulent gérer eux-mêmes leurs affaires

LES déclarations du gouvernement français assurant l'attachement indéfectible des populations des DOM et TOM à la France correspondent de moins en moins à la réalité. Les dernières élections dans un des TOM, la Polynésie, en sont une illustration.

Ces élections avaient été provoquées par la démission du député Sanford qui, en optant pour l'autonomie, a fait de sa réélec-

tion un vote en faveur de l'autonomie.

Sanford a donc remporté les élections, avec 55,74 % des voix. Pourtant il ne proposait aucun programme social susceptible de lui attirer le soutien de la population polynésienne. On peut même dire que Sanford, ancien membre de la majorité gouvernementale en France, a choisi de défendre l'autonomie pour mieux canaliser le mouvement auto-

nomiste, pour l'empêcher de devenir indépendantiste, pour le contrôler. Et s'il a été amené à ce choix, c'est devant la volonté croissante chez les Polynésiens de gérer eux-mêmes les affaires de leur pays.

Ainsi, malgré le faible score réalisé par le courant favorable à l'indépendance (1,69 % des suffrages), les élections en Polynésie sont un désaveu flagrant de la politique coloniale française.

Lisez et faites lire COMBAT OUVRIER

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
Marie-Eugène ZOZOR
Adressez
toute correspondance :

ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
BP 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
OU BP 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)

FRANCE :
Combat Ouvrier
BP 80
93302 AUBERVILLIERS

Impression
Graphie-Press
Epinay-sur-Seine
Commission paritaire
N° 51-728

TARIF DES ABONNEMENTS

FRANCE :
— ordinaires 1 an : 12 F.
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ANTILLES :
— sous pli fermé 1 an : 15 F.
ETRANGER : écrire au journal.

Tous versements de fonds,
abonnements et soutiens doivent être faits à :

Jocelyn BIRAC
CCP 32 506-71 Le Source